

Les petites îles mystifiées

DANS le n° 27 de *Politique africaine* (sept.-oct. 1987), Éric et Jeanne Makédonsky nous décrivent la République du Cap-Vert, « petites îles modèles ». A la fin de leur article, ils renvoient, « pour une bonne connaissance de l'archipel », au livre de Marie-Paule de Pina, *Les Îles du Cap-Vert*, Paris, 1987, Karthala (préface de Claude Wautier), dont *Politique africaine* nous offre un très bref mais favorable compte rendu dans le n° 28 de cette même revue.

Or l'article des Makédonsky est un article de propagande pour le parti unique au pouvoir à Praia, et le livre de Marie-Paule de Pina est d'une superficialité qui en devient touchante. Avant de poursuivre, qu'on me comprenne bien : je ne nie nullement la sincérité des auteurs ni n'insinue que leurs écrits soient, de près ou de loin, des travaux de commande. On a tout à fait le droit de tomber amoureux des îles du Cap-Vert dont l'histoire, les paysages, le peuple et surtout la culture (en particulier la musique) d'une richesse exceptionnelle, ne peuvent qu'émouvoir.

Est-ce une raison pour devenir totalement aveugle ? Cela est d'autant plus étonnant chez les Makédonsky qu'ils ont une longue pratique de l'Afrique. Mais leur article est ainsi écrit que chaque fait négatif est immédiatement (au sein de la même phrase ou à proximité) relativisé par un fait positif, avec un art tel qu'une analyse lexicogra-

phique serait méritée. Les nouveaux dirigeants ont « accompli quelques prodiges »... même si « le pays doit encore importer 80 % de son alimentation » ! C'est la « persistance de la sécheresse » qui seule aurait décidé le gouvernement à diminuer les investissements agricoles et non un classique tournant technocratique et monétariste. Par conséquent, si l'on apprend que le chantier de la CABNAVE « a du mal à prendre son essor », on ne lit nulle critique du choix de cet investissement très lourd et plus qu'hasardeux en période de crise mondiale des chantiers navals. « Il est vrai que le 1^{er} plan n'a pu bénéficier que de 67 % des sommes prévues » mais on ne connaît pas son taux de réalisation effective ni l'appréciation des auteurs sur sa conception d'ensemble pourtant totalement dépendante de l'étranger qui justement n'a pas donné assez — c'est donc lui le coupable. L'aide extérieure (dons et prêts) représentent pourtant environ la moitié du PNB — et, ce que les Makédonsky ne disent pas, 93 % (!) du programme d'investissement du 1^{er} plan, dont 80 % de « dons »...-, montant exceptionnellement élevé « parce que le gouvernement capverdien s'est toujours fait une règle de bien l'utiliser »... Ciel ! Suffrait-il aux pays du tiers monde de « bien utiliser » l'aide pour séduire les donateurs au point d'en obtenir de pareils montants ? Peut-on suggérer à nos auteurs que la position géostratégique de l'archipel combi-

née à la certitude des pays occidentaux que le Cap-Vert est irrévocablement au « Sud-Ouest » et non au « Sud-Est » y est peut-être pour quelque chose ? Sinon, pour prendre un exemple comparable (petits pays, insularité, position géostratégique, dépendance extérieure, révolution récente), comment expliquer que la révolution conduite à Grenade par le *New Jewel Movement* de Maurice Bishop ait, elle, attiré une aide occidentale à hauteur de 50 % du PNB, mais l'intervention militaire américaine du 25 octobre 1983 ? On apprend que le « gouvernement s'est (...) montré conciliant à l'égard de la bourgeoisie (...), propriétaire des meilleures terres » ; on s'attend alors à en lire les conséquences pour les petits paysans sans terre, mais on saura seulement que les premiers « n'ont guère les moyens de se lancer dans des activités du secondaire et du tertiaire » : c'est donc sans importance, le régime reste bien « populaire ». L'aérodrome de Sal est le seul en Afrique où transitent (légalement) les avions sud-africains, « les lourds frais d'entretien du grand aéroport construit à Sal par les Portugais n'autorisant pas Praia (...) à se passer de l'argent versé depuis 1965 par les *South African Airways* » ; mais « en compensation » (sic) les avions cubains en route pour l'Angola y atterrissent aussi. Phrase merveilleuse ! Car cet argent sud-africain sert uniquement à l'entretien d'un aéroport international de dimension totalement inutile pour l'île, au service des avions... sud-africains (57 % de tout le trafic). C'est le type même d'« éléphant blanc » créé par le colonialisme certes, mais assumé par le nouveau régime et générateur de dépendance. Et s'il n'y avait pas les Boers, les Cubains n'atterriraient-ils

pas ? De plus, on passe sous silence le fait qu'au début de l'intervention cubaine en Angola, période la plus dangereuse, le PAIGC a tergiversé, commençant par refuser l'escale aux Cubains pendant que les avions des SAA continuaient leur route.

Par ailleurs, il n'y a pas un mot sur l'échec politique majeur du PAIGC (devenu de ce fait PAICV), à savoir la scission de l'aile bissau-guinéenne et l'abandon de l'unification entre les deux pays !

Le livre de Marie-Paule de Pina n'utilise pas les mêmes ressorts inconscients de l'enthousiasme. Il est le récit d'un voyage d'île en île dans l'archipel, ... c'est-à-dire de « délégué du gouvernement » à « chef du mouvement coopératif », de « responsable de la Jeunesse Amilcar Cabral » à tel ministre... Voyage surveillé ? Pas du tout ! Périple volontairement et totalement effectué dans le cadre du PAICV et de ses « organisations de masse », sans que l'idée même d'une autre façon de voyager ne semble avoir effleuré l'auteur. Le livre est chaleureux, et certains faits rapportés sont savoureux, intéressants. Mais M.-P. de Pina nous le dit à plusieurs reprises : à certains problèmes soulevés par l'expérience cap-verdienne, « il ne me semble pas pouvoir répondre moi-même (...). Je n'ai jamais voulu penser à la place des autres » (p. 128). On s'en aperçoit, car à l'exception de rares critiques pointues (exemple : il n'y a pas de femmes ministres), il n'y a aucune réflexion dans ce livre. « Acceptez-vous les critiques ? » demande-t-elle au ministre de l'Information. « Bien entendu » répond celui-ci (p. 193). Et tout est à l'avenant. La Jeunesse du Parti ne réunit du monde que pour ses bals ? C'est parce que le pays manque de loisirs, mais nullement parce

que cette organisation est un pur appendice administratif de l'État. Les jeunes ne sont en rien dépolitisés par une telle situation mais « ne se sentent pas capables de participer » (p. 127). Il n'y a certes un parti unique, un syndicat unique, des organisations de masse uniques, mais comme il n'y a pas de rapport d'*Amnesty International* sur le pays, c'est qu'il est démocratique (p. 71-73). Et il est bien vrai qu'au Cap-Vert on torture, on passe à tabac, on réprime, on fait intervenir l'armée contre des grévistes, moins souvent qu'ailleurs en Afrique. Une telle constatation peut-elle tenir lieu d'analyse ?

Pour connaître le Cap-Vert, on se reportera à d'autres pages. Aux ouvrages nombreux d'Antonio Carreira, et à la thèse d'Elisa Silva Andrade, *Histoire économique des îles du Cap-Vert de la « Découverte » à l'Indépendance (1460-1975)* (Paris, déc. 1984, 486 p. multigr.), pour la période coloniale. Pour la période de l'indépendance, on lira de Nelson Eurico Cabral, malgré ses erreurs factuelles, *Le Moulin et le pilon* (Paris, 1980, L'Harmattan-ACCT, 185 p.), seul ouvrage en français à cette date, non cité dans la bibliographie de M.-P. de Pina ; l'article de Pierre Olivier et José Pedro, « La mort du PAIGC. Après le coup d'État à Bissau » (in *Imprecor-International Press Correspondence*, Paris, n° 91, 15 déc. 1980, p. 33-35) qui montre les racines politiques et sociales de l'échec d'unification du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau ; le travail des « *Círculos de Estudos para a Democracia* » (Cercles d'Études pour la Démocratie, un groupe d'opposition de gauche) intitulé *Cabo Verde 80 : que Constituição ?* (s.l.n.d., 66 p. multigr.) qui analyse de façon extrêmement détaillée la structure politique

du pays. Enfin, un livre bien modestement édité et bien intéressant : Manuel A. Ennes Ferreira/Luis Salgueiro Antunes/Pedro Branco, *Desenvolvimento económico e formação de quadros em Cabo Verde* (Lisbonne, 1986, Institut Supérieur d'Économie/Université Technique, 120 p. multigr.). Il s'agit de trois rapports de voyages — de vrais voyages d'études cette fois ! — d'étudiants portugais, en guise de mémoire de fin de cycle universitaire, sous la direction du professeur Adelino Torres. Visiblement, le PAICV ne leur est pas antipathique, mais ils ont su voir : que les investissements agricoles sont passés de plus de 50 % du total initialement à 20 % en 1981, l'énergie, l'hôtellerie et l'industrie passant de 8 % en 1978 à 30 % ; voir l'énorme dépendance structurelle maintenue du pays et la crise du secteur agricole qui ne se résume pas à la sécheresse persistante : 40 % des paysans sans terre, 0,75 ha par paysan en moyenne ! Ils ont vu que le groupe social qui a le plus bénéficié de l'indépendance est celui des propriétaires et commerçants dont le revenu, en monnaie constante, a presque doublé de 1976 à 1982 alors que le revenu moyen stagnait...

Il manque cependant des recherches pour éclairer bien des faits. Si la réforme agraire n'avance que maintenant et très lentement, ce n'est pas un problème de « mentalité » (M.-P. de Pina) : à l'indépendance, il y a eu une mobilisation spontanée très importante des paysans sans terre et des micropropriétaires afin de créer des exploitations coopératives. Le PAIGC a — tant qu'il négociait avec les Portugais — laissé se développer ce mouvement, renforçant ainsi son prestige, mais une fois au

pouvoir, il l'a immédiatement freiné pour permettre l'alliance avec les éléments existants de bourgeoisie rurale (allant jusqu'à nommer certains de ses membres dans les commissions chargées de faire appliquer la réforme), démobilisant profondément les énergies soulevées par l'enthousiasme populaire et permettant la contre-offensive des grands propriétaires (1981). Dans l'industrie, le PAIGC a cassé les comités de travailleurs élus, a intimidé la jeunesse (vague de répression dans l'île de Brava à la suite de l'assassinat d'un jeune), a développé le réseau de la « *Segurança* » (police politique). Cela a abouti à une vraie crise politique, peu perçue à l'étranger et que Claude Wautier, dans sa préface, évacue bien rapidement comme un « tournant difficile » en 1979, marqué par le « départ de deux ministres (trotskystes, dit-on) ». En fait, ce qu'on pourrait appeler de façon forcément confuse la « gauche du PAIGC » était battue, et l'institution d'un système de parti unique, où tout mouvement social autonome est interdit, stabilisée. Il est vrai que cette crise n'emplit guère les prisons, mais grossit l'émigration politique à Lisbonne. Il est vrai que la gestion du système a été plus libérale (et non démocratique) que dans bien des pays en Afrique : traditions culturelles (on fusille infiniment plus facilement en Guinée-Bissau, même du temps de Luis Cabral), force du catholicisme, absences de problèmes

ethniques — même si les régionalismes insulaires existent — expliquent cette situation.

Voilà un régime qui, ayant hérité d'une grande dépendance, planifie le maintien de cette dépendance : en ne prévoyant aucune relativisation des « dons » de la communauté internationale ; en misant bien imprudemment sur une croissance de l'émigration et des revenus de celle-ci en pleine récession mondiale ; en faisant des investissements lourds démesurés pour le pays (CABNAVE, Sal, etc.) au détriment de l'agriculture vivrière (80 % des rares terres fertiles naturellement irriguées restent par exemple consacrées à la canne et au rhum) ; en maintenant une structure politique qui ne permet pas la mobilisation du mouvement social pour le développement de la valeur produite (et non seulement le dégagement de devises convertibles).

Et voilà enfin un régime qui fait aussi un travail remarquable de reforestation (financé par l'extérieur), où la scolarisation est la plus avancée des pays lusophones d'Afrique, où la répression est plus faible qu'ailleurs, où la liberté religieuse est respectée, où il n'y a pas eu, comme au Mozambique, de villagisation forcée, où les soins de santé sont une priorité assumée du régime. Tout ceci pouvait être analysé. Tout ceci *devra* l'être !

Michel Cahen